

50^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU TOGO : AU DELA DU DEUIL !

Afrique, Berceau de l'Humanité, Avant-garde de la culture universelle, et aujourd'hui terre de paradoxes par excellence !



Voici que la Communauté francophone s'apprête à fêter les indépendances des territoires de l'ancienne Union Française, cinquante ans après que les clefs des anciennes maisons coloniales l'Afrique occidentale française (AOF) et l'Afrique équatoriale française (AEF) furent remises à des élites africaines qui étaient toutes déjà des acteurs politiques sous l'ancien empire colonial français.

Si en 1960 les peuples d'Afrique enthousiastes étaient légitimes à fêter dans la liesse la libération de leurs territoires, souvent acquise de haute lutte après des décennies de domination sans partage, dans la plupart des cas en cette année 2010, ils n'ont plus grand chose à fêter, sur un continent dont le développement et la prospérité sont globalement restés en panne.

50 ans après les indépendances, ce ne serait pas trop dire de constater que le processus de développement de l'Afrique semble globalement s'apparenter à un processus d'adolescence dans l'impasse !

1. L'AFRIQUE MALADE DE SES INDEPENDANCES

Que peut-on aujourd'hui fêter de significatif, qui atteste véritablement d'un progrès tangible et significatif des sociétés africaines ? Pour la plupart, elles se sont trouvées dans l'impossibilité de se transcender pour créer de véritables nations en butant sur l'écueil de la réconciliation de tous leurs enfants. Elles n'ont réalisé aucun progrès significatif dans le domaine essentiel de la démocratie, n'ont pas permis aux citoyens de partager la richesse nationale en instaurant la justice sociale, et suprême écueil elles ont perpétué des formes de pouvoir politique surannées, illustrées par le trait caractéristique du populisme et de la flatterie ! Triste constat en vérité !

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Que pourraient fêter des sociétés, qui aujourd'hui n'ont à offrir aux plus entreprenants de leurs enfants, que le choix de l'exil pour toute perspective de développement personnel ?

Nous ne reviendrons pas ici sur la causalité principale de l'état de délabrement généralisé qui caractérise nos sociétés. Sinon peut-être pour rappeler que si l'Afrique a su faire valoir, avant, pendant, et après les indépendances, la particularité de son histoire ; grâce au travail inlassable et constant d'éminents intellectuels, qui ont dû mener un véritable combat idéologique pour permettre aux Africains de se réapproprier leurs racines et une histoire plurimillénaire ; elle n'a jamais jusqu'ici pu surmonter le fait économique majeur du néocolonialisme, qui, aussitôt consommé l'acte de « séparation » d'avec la puissance coloniale, a supplanté l'ancien système d'extraction des richesses au profit du « centre métropolitain » et affecté durablement les capacités de développement.

En dépit de quelques exceptions qui confirment la règle, ce postulat économique a constitué un véritable terreau, sur lequel se sont nourries les déviances les plus extravagantes des gouvernances africaines, dont les conséquences peuvent se résumer en quelques points essentiels : accaparement de la richesse nationale par des oligarchies et la Nomenklatura organisées sur des bases claniques, violence sociale portée au paroxysme, absence de démocratie véritable soulignée par une paix civile fragilisée, une crise institutionnelle permanente, une justice inefficace, autant de facteurs qui interdisent l'exercice d'un jeu politique ouvert favorisant l'alternance au pouvoir.

Parmi les conséquences qui découlent de cette situation, on distingue plusieurs paramètres essentiels qui constituent les traits caractéristiques d'une société sclérosée :

- L'affaiblissement persistant et dangereux des valeurs de la démocratie, et l'incapacité à penser celle-ci selon les valeurs propres au continent africain.
- Le fatalisme de populations qui à force d'être en permanence flouées et dépossédées de leurs droits les plus élémentaires, dans tous les aspects de la vie sociétale : économique, social, politique, ne croient plus à la possibilité de voir leur condition personnelle s'améliorer au sein d'une société, où elles sont marginalisées.
- Le recul des perspectives de révolution sociale radicale, constituant un véritable électrochoc seul capable de faire bouger en profondeur les superstructures économiques, institutionnelles et politiques.
- La montée d'une situation d'insécurité marquée par l'évolution de la violence, de la délinquance, des trafics illicites, du racket administratif ou d'état, qui défavorise l'investissement et amoindrit les chances de développement.
- La paupérisation croissante de la société, dont l'écrasante majorité des citoyens est aujourd'hui en situation de survie pure et simple.
- Le développement fulgurant de mouvements migratoires qui poussent des centaines de millions d'individus sur l'ensemble du continent, à désertir le terrain de leur

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

misère quotidienne pour tenter de rallier, à n'importe quel prix et par n'importe quels moyens ce qui leur apparaît comme une terre promise.

2. LE TOGO A L'IMAGE DES AUTRES PAYS DU CONTINENT

On l'aura compris, l'ensemble de ces données illustrent parfaitement, hélas, la situation du Togo et la souffrance chronique de ses populations, qui ne se différencie en rien de ce que vivent au quotidien des centaines de millions d'africains.

Mêmes si elles sont rares, Il est inutile aujourd'hui de se morfondre sur les quelques occasions manquées, mais bien plus utile de tourner résolument nos regards vers l'avenir et



Sylvanus E. Olympio

de poser les actes d'une pensée positive, pragmatique et réaliste qui permettent de convaincre nos compatriotes, d'aller chercher encore au tréfonds d'eux-mêmes, l'énergie qui nous permettra de bâtir enfin un avenir commun !

En ce sens notre pays qui sait beaucoup mieux que d'autres cultiver le sens du paradoxe, confirme le constat selon lequel durant cinq décennies, nous ne sommes jamais sortis du joug de la domination, à l'exception d'une trop courte éclaircie démocratique.

Nous sommes finalement tombés de Charybde en Scylla¹, car après nous être un instant débarrassé de la domination coloniale, nous sommes retombés encore plus lourdement sous la férule

d'un clan, qui est le stéréotype même de l'autocratie héréditaire et qui vient de montrer qu'il est prêt à toutes les extrémités pour se maintenir au pouvoir aux prix de la fraude, du mensonge et de la fausseté.

Non content de confisquer à son peuple, la richesse nationale de ses ressources naturelles qui lui revient de droit, voici que le Pouvoir sortant s'apprête ; en adoubant le jour anniversaire de l'indépendance, le nouveau président issu d'une consultation électorale truquée ; à confisquer à son profit exclusif, ce moment privilégié pour la mémoire collective

¹ Éviter un péril pour tomber sur un autre, expression tirant son origine de deux monstres marins de la mythologie grecque.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

d'une nation et pour l'histoire de son peuple, que constitue son accession à la liberté collective !

Nous voici en train de fêter le 50^{ème} anniversaire de notre indépendance, au moment même où l'on s'apprête au Togo, à repousser une énième fois toute velléité d'avancée démocratique et d'alternance politique.

Scandale parmi les plus grands des scandales, ce détournement de la mémoire, constituera après le vol du scrutin présidentiel du 4 mars 2010, le deuxième hold-up perpétré par le pouvoir sortant en l'espace d'un mois et demi !

Ce n'est assurément pas « l'immuable héritier » Faure Gnassingbé, qui fera briller haut l'étoile du Togo au rang des nations libres, lui qui depuis 2005, n'a cessé par sa gouvernance calamiteuse et le pillage des richesses nationales, d'enfoncer notre pays dans les abysses des pays les moins développés.

Ainsi, poser la question à nos compatriotes de savoir ce que leur a apporté de positif l'accession à l'indépendance de leur pays, c'est être sûr de recueillir dans les circonstances actuelles une réponse négative !

Sans tomber dans l'excès, nous sommes tenus de constater que l'indépendance n'a donc pas été à la hauteur de nos espérances collectives et n'a apporté que très peu de choses de significatif, dans la mesure où après cinq décennies durant lesquelles nous avons été « livrés à nous-mêmes », notre pays est encore à construire !

Devant un tel constat et le poids de notre retard particulièrement sur les autres pays de la sous région, devons-nous à ce tournant décisif, faire l'économie de nous interroger sur l'incident fondateur du 27 avril 1960 ? Saurons-nous tracer des perspectives d'avenir viables sans jeter l'ancre du développement dans les mouillages sûrs ?

3. TRACER DES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR LE TOGO !

La mémoire collective est peu au fait de l'incident fondateur du 27 avril 1960, qui est loin d'être anodin au regard du déroulement de notre histoire politique ces 50 dernières années. En effet, la mise en berne provisoire du drapeau togolais ce jour du 27 avril 1960 préfigurait d'un point de vue systémique les points de vulnérabilité de notre histoire commune. Rien n'a été fait de façon significative pour prévenir le drame en perspective et éviter au Togo d'être en berne après coup. C'est le point de départ de la crise éthique que connaît notre pays, et qui va se compliquer au fil du temps d'une crise identitaire aggravée d'une crise managériale.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Cette triple crise qui est au coeur de notre échec actuel, ne saurait être résolue si l'Homme et la Vérité ne deviennent le fondement par excellence de notre action politique à venir.

Il apparaît ainsi que pour entamer une véritable refondation politique, socioéconomique, morale et spirituelle du Togo, l'Amour doit être au cœur de toute réflexion stratégique sur notre avenir commun.

Nul doute que le chantier de la reconstruction de notre pays est immense ! De prime abord, il s'avère impérieux de concilier les pôles féminin et masculin du peuple togolais en réconciliant toutes les filles et tous les fils du Togo tout entier. C'est le pré-requis pour pouvoir envisager des perspectives d'avenir porteuses pour notre pays. C'est sur cela que peuvent venir s'étayer toutes les mesures équilibrées de management à même de venir à bout de toutes les pratiques contraires au droit qui sévissent dans notre pays.

Tous les domaines de compétence de notre édifice étatique sont minés. Au rang des tares congénitales de ce système figurent : la corruption et la prévarication, la faiblesse chronique des bases juridiques et institutionnelles de l'état de droit, le clientélisme, l'absence de protection de la sphère économique publique et privée contre les actes de prédation ou de racket, l'absence de garantie des droits des travailleurs.

A cela s'ajoutent la récusation permanente des droits fondamentaux des citoyens prévus par la Constitution, avec les atteintes à la liberté d'expression et de manifestation politique, les violences physiques à l'encontre des personnes, les procédures judiciaires arbitraires et les emprisonnements abusifs.

Il est donc urgent d'ouvrir la voie à une autre perspective politique pour notre pays, capable d'arrimer solidement le travail de construction démocratique sur un socle institutionnel débarrassé de toutes les scories du passé, en créant les conditions d'une véritable révolution sociale, économique, politique et institutionnelle.

Nous n'avons pas d'autre choix si nous voulons sortir le Togo de la triple crise éthique, identitaire et managériale, dans laquelle l'a enfoncé une gouvernance exclusivement bâtie sur une gestion patrimoniale orientée vers la satisfaction exclusive d'une minorité.

Notre responsabilité de dirigeants, est aujourd'hui d'élaborer et de construire une « nouvelle pensée politique » qui dépasse largement les schémas traditionnels de délégation de pouvoir et qui offre la possibilité aux citoyens de participer efficacement et utilement à la construction du nouvel édifice !

Devant l'urgence, l'idée d'une « nouvelle pensée politique » apparaît comme une nécessité impérieuse. Adossant son analyse sur la réalité de la société africaine, sur le sens inné des

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



MOUVEMENT CITOYEN

solidarités qui lui est propre, sur la réappropriation de sa culture plurimillénaire, elle doit être capable de transcrire ces apports dans une nouvelle construction institutionnelle innovante, transformant le schéma pyramidal traditionnel (solidarité verticale) en une construction harmonieuse (solidarité horizontale) au sein de laquelle les pouvoirs seront croisés, par le biais de la décentralisation et de la déconcentration des pouvoirs. Cette société du réalisme qui intègre la nécessité, est à l'opposé d'une idée utopique, et doit se nourrir de la croyance qu'il est possible, en Afrique de nourrir de grands desseins pour avoir quelque chance de grandir et de prospérer dans la conscience de nos concitoyens.

Nous ne devons donc pas avoir peur de proposer une offre politique audacieuse, qui repousse très loin les limites de l'exercice politique en associant hardiment les citoyens à la vie de la cité et à la prise en mains de leurs affaires. Cela implique une réflexion sérieuse sur la mise en application au Togo, d'une loi de décentralisation, votée en 1998, mais toujours inappliquée à ce jour.

Cette « **nouvelle pensée politique** » doit intégrer dans sa réflexion la garantie institutionnelle de la question de l'alternance et garantir à l'opposition des droits que le pouvoir actuel a toujours refusés de reconnaître jusqu'ici.

C'est donc une autre vision de la politique régissant la vie de la cité qu'il s'agit de bâtir et de structurer, afin qu'elle se transforme en offre politique cohérente. Si l'exercice politique reste fondamentalement un combat, nous devons absolument le débarrasser des arrière-pensées de guerre civile larvée qui le mine aujourd'hui.

Notre responsabilité de dirigeants, est donc finalement de repenser la démocratie pour notre pays, en dehors des schémas qui nous ont nourris jusqu'ici, en associant largement à cette entreprise de réflexion démocratique les nombreuses bonnes volontés qui constituent la richesse de la société civile de notre pays, sans exclusive ni exception.

La lutte que nous menons aujourd'hui pour la vérité des urnes, doit nourrir notre réflexion sur la nature, la portée et le champ de l'engagement démocratique, ainsi que sur le respect de la volonté populaire exprimée par le suffrage universel.

La nature inédite de notre combat politique actuel au Togo, doit certainement nous conduire à repenser l'articulation du politique avec la société civile. Ceci en tenant compte de la diversité des courants de pensée qui la traversent, de la diversité sociale, économique, politique, confessionnelle, pour aboutir à un dépassement des normes de mobilisation traditionnelle, qui permette d'élargir l'assise du mouvement de revendication dès lors qu'il sert les intérêts du plus grand nombre.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Comme on le voit le chantier est immense, mais c'est pourtant à ce défi que nous devons faire face, si nous voulons dès aujourd'hui nous donner quelque chance de sortir vainqueurs du combat politique dans lequel nous sommes engagés.

Cet anniversaire est une occasion privilégiée de réactualiser l'offre politique sur un certain nombre de problèmes cruciaux qui conditionnent la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance, et sans la résolution desquels cinquante ans après les mêmes constats de carence d'un Etat complètement défaillant seront malheureusement valables.

4. ENGAGER LE TOGO SUR LE CHANTIER DU DEVELOPPEMENT : QUELQUES PROPOSITIONS

4.1 LES INSTITUTIONS : CONSTITUTION ET SEPARATION DES POUVOIRS

Au regard des turpitudes qui ont tissé la trame de la grave crise politique actuelle à laquelle est confronté notre pays, la seule solution qui s'offre aujourd'hui, consiste à opérer une révision constitutionnelle de grande envergure en référence à la Constitution de 1992. L'objectif sera de doter le Togo d'une loi fondamentale, non pas en se contenant d'importer stricto sensu les principes contenus dans les constitutions des démocraties occidentales, mais en construisant un cadre institutionnel innovant et qui tienne compte des réalités de notre situation.

Les pays d'Afrique qui célèbrent le cinquantenaire de leur indépendance, et le Togo ne fait pas exception, ont tous hérité au moment de leur indépendance, de constitutions importées de toutes pièces, qui de surcroît ne sont que de pâles copies de celle de l'ancienne puissance coloniale, élaborées par des conseillers dont le dessein occulte fut le plus souvent de consacrer une certaine « continuité territoriale », plutôt que de bâtir des édifices institutionnels innovants qui tiennent compte des réalités de l'Afrique.

En ce sens, dans le domaine institutionnel, l'héritage de l'indépendance est le pire de ceux que nous ayons eu à assumer, si l'on tient compte de l'impasse politique à laquelle nous sommes parvenus, caractérisée par la perpétuation à l'infini du statu quo politique. Il importe de renforcer les verrous qui empêchent les velléités de tripatouillage de la Constitution. A ce titre, sur certains points précis et dont celui de la limitation du mandat présidentiel, toute initiative de révision de la Constitution doit être soumise à l'approbation du peuple togolais par référendum.

4.2 ECONOMIE, AGRICULTURE ET POUVOIR D'ACHAT

Faut-il rappeler qu'entre 1960 et 2010, du fait de la coopération postcoloniale avec la France, les 15 pays francophones ont globalement subi une réduction régulière et continue de la

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

richesse créée, produit intérieur brut (PIB). Celui-ci passant de 27% à 16 % de la part totale de l'Afrique subsaharienne, alors que les autres pays du continent ont connu un mouvement de progression inverse, passant de 73 % à 84 %. ²

Pour atteindre les objectifs du Millénaire du Développement des Nations Unies consistant, entre autres, à réduire l'extrême pauvreté de moitié en 2015, il aurait fallu un taux de croissance de la richesse nationale (PIB) de 7 % par an, ceci au moins sur une dizaine d'années. Non seulement le Togo n'a jamais atteint ce niveau depuis 1960, mais les informations fournies sur la performance économique au Togo sont mauvaises. En effet, entre 1960 et 2010, sur cinq décades, le Togo a au plus, réellement progressé pendant une décennie et a reculé pendant quatre décennies. Tout le monde s'attendait à ce que « le fils du père » puisse relever le défi économique lors des cinq dernières années d'un pouvoir obtenu en 2005 de manière irrégulière et au prix de la mort de plusieurs centaines de nos compatriotes, grâce à un système qui organise son impunité.

Il n'en fut rien !

C'est ainsi que la moyenne de ce taux de croissance entre 1995-2005, s'éleva à 3,2 %. Au cours de la gouvernance de Faure Gnassingbé, ce taux a chuté au point de tomber à 1 % en 2008 pour ne remonter qu'à 2 % en 2010, ce qui fait une moyenne de 2,1 % au cours de cinq années de gouvernance.

Moins bien que le père !

Il dès lors légitime d'exprimer des inquiétudes sur la gestion du pays et la poursuite de celle-ci par une seule et même famille, avec pour corollaire l'appauvrissement généralisé des populations, l'opacité la plus totale des comptes publics et l'abaissement général de la société ?

Il apparaît clairement que la mise en coupe réglée de l'économie de notre pays est le trait caractéristique par excellence de la gouvernance économique exercée jusqu'ici. La richesse nationale que procurent les ressources naturelles est systématiquement pillée au profit quasi-exclusif de l'oligarchie et de la Nomenklatura qui gouvernent le pays, et par contre coup au détriment de l'immense majorité de la population togolaise.

Ce constat accablant est attesté par l'ensemble du secteur privé, notamment des entrepreneurs, qui à un moment ou un autre ont eu maille à partir avec les autorités pour des raisons qui bien souvent sont à l'opposé du droit et des règles déontologiques qui régissent aussi l'économie.

² Source : A partir des statistiques du Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Cette pratique a été poussée jusqu'au paroxysme à un point tel, qu'il est impossible à quiconque d'entreprendre librement dans ce pays, s'il n'appartient pas au clan présidentiel, sauf à avoir fait « amende honorable » dans le sens que l'on peut imaginer.

Nous savons aussi que parmi les enjeux de l'élection présidentielle du 4 mars dernier, celui de l'économie a pesé lourd, si l'on considère les appuis dont a pu bénéficier le Président sortant, notamment de la part du principal opérateur économique du port de Lomé.

Dans les milieux économiques togolais et en guise d'exemple, le souvenir reste vivace, de la manière brutale et abusive dont a été chassé en 2009 en l'espace d'une nuit, un opérateur économique au profit d'un autre, ceci au mépris du droit qui en la matière avait déjà été dit par les tribunaux Togolais.

De telles pratiques, relèvent également du mauvais héritage de l'indépendance, et soulignent combien notre développement est soumis à des impératifs qui font encore reculer les fragiles limites de notre indépendance nationale !

Comment s'étonner alors qu'en raison de telles pratiques, l'économie du Togo soit caractérisée aujourd'hui par des entraves majeures à l'investissement, du fait de notre incapacité juridique à en assurer la garantie, par la corruption généralisée, le racket institutionnel de l'Etat permis grâce à l'application de règles fiscales et douanières les plus opaques, des procédures judiciaires relevant de l'arbitraire ; comme en témoigne l'indicateur « DOING BUSINESS » publié par la Banque Mondiale, qui souligne et met en relief les faiblesses et surtout les carences de l'Etat de droit !

Il s'avère impérieux de définir une véritable politique économique, s'appuyant sur la réalité des richesses nationales. En ce sens, une redéfinition des règles de fonctionnement de la zone franche, basée sur d'autres critères que le clientélisme et permettant d'attirer l'investissement étranger s'impose. Somme toute, nous devons produire un effort de réflexion particulier pour engager une réforme judiciaire de grande envergure, qui assure à tous une véritable égalité devant la loi.

4.3 AGRICULTURE, MINES ET PRODUCTIVITE

L'agriculture comprise comme l'ensemble de la chaîne de valeurs (du champ à l'assiette du consommateur) apparaît plus que jamais, comme le vecteur essentiel qui assurera demain le développement de nos sociétés africaines.

Cinquante ans après qu'il soit devenu citoyen d'un pays libre, on peut toujours dénier au paysan son droit de cité au sein de nos sociétés. Il reste pourtant l'égal en importance du

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

totem autour duquel se développeront demain nos sociétés rurales, et c'est sur lui que reposera collectivement à l'avenir le développement harmonieux de notre société.

Ce secteur d'activité, pourtant essentiel à la survie de l'humanité, a été trop longtemps abandonné ou livré à lui-même, sans réel soutien ni organisation, à l'exception des cultures de rente (coton, café, cacao) pour les résultats que l'on sait.

Pire encore, alors que l'Etat, au lendemain de l'indépendance s'était doté, avec l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) d'un instrument de régulation utile qui permettait à la fois de réguler les approvisionnements et les exportations, et de garantir un équilibre des prix assurant pour les consommateurs une certaine stabilité, cet instrument a été sacrifié sur l'autel du néolibéralisme, des plans d'ajustement structurels et de la corruption, qui ont contribué à la stagnation de l'économie togolaise.

En évitant les écueils du dirigisme, et sans tomber dans les travers de l'étatisation, la situation actuelle nous impose d'élaborer au niveau national une politique d'orientation agricole et de soutien au développement de cette activité, s'appuyant sur les réalités géologiques et hydrographiques, capable de garantir une progression harmonieuse des productions et prenant en compte les besoins vitaux du pays pour les productions vivrières.

Cette politique doit contribuer à faire évoluer le concept d'autosuffisance alimentaire vers celui de la sécurité alimentaire, ce qui implique la production de surplus. L'impératif du développement à la base ne peut se matérialiser qu'à travers une politique agricole pragmatique et ambitieuse. Notre développement industriel doit pouvoir se fonder en partie sur la mise en valeur de nos cultures et de nos techniques agricoles.

4.4 DEVELOPPEMENT SOCIAL ET SANTE

En matière sociale, notre pays ne figure pas davantage au chapitre de l'excellence. Durant les cinq dernières années nous avons atteint des sommets en matière de creusement des inégalités et de progression du taux de pauvreté, qui affecte aujourd'hui plus de 65% de la population qui se partage seulement 1% de la richesse nationale. On ne peut dans ces conditions assurer le développement d'un pays et de ses citoyens et créer les conditions de la croissance économique nécessaire pour le soutenir. Les inégalités grandissantes sont des contraintes de plus en plus prégnantes et constituent autant d'entraves au développement.

Cinquante après l'indépendance, à l'instar de la gouvernance économique de notre pays, le bilan en matière de santé est celui d'un sinistre national. Et pour cause, la santé constitue l'élément de base de tout développement, et est intimement liée à la productivité de toute la société.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

L'état de délabrement des infrastructures sanitaires et la non accessibilité des soins de santé élémentaires à nos compatriotes témoignent de la profondeur et de la gravité de la fracture sociale au Togo.

Il urge qu'une réponse rapide et conséquente soit apportée à cette situation catastrophique par la définition d'une nouvelle politique de santé de grande envergure qui permette l'accès gratuit aux soins à nos compatriotes les plus vulnérables.

Dans cette optique, il s'avère impérieux de mobiliser toutes les ressources sanitaires du Togo tant sur le territoire national que dans la diaspora. L'importante main d'œuvre qualifiée en matière de santé dont dispose notre pays nécessite la mise en place d'une politique nationale de développement de pôles d'expertise médicale afin de conférer au Togo une vocation régionale pour accueillir les pathologies nécessitant souvent des évacuations vers les pays occidentaux.

Cela suppose la disponibilité de moyens financiers, d'où l'impérieuse nécessité de la vérité des comptes afin de financer la réforme de la santé. Par ailleurs, l'exigence de vérité de comptes s'impose pour rassurer les partenaires économiques intéressés par des investissements au Togo.

Il faut considérer que le message envoyé par les centaines de milliers de citoyens qui participent chaque samedi aux marches pacifiques, porte également une exigence de changement radical de gouvernance qui seul peut leur apporter une amélioration immédiate de leur condition économique et sociale.

Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre du pouvoir sortant, dont le quinquennat a fait régresser négativement tous les indicateurs économiques et sociaux du pays.

Dans la mesure où l'économie togolaise, fonctionne selon les principes de l'autocratie, du clientélisme, du népotisme absolu ; la justice sociale, la juste répartition des fruits de la croissance et l'amélioration immédiate du pouvoir d'achat, relèvent a contrario de l'exigence démocratique. C'est cette démarche qui justifie les vingt et une mesures d'urgence proposées par OBUTS pour ramener la confiance et satisfaire les besoins vitaux de notre population³.

4.5 DEVELOPPEMENT DU TOGO ET PROSPERITE PARTAGEE

³ Les 21 mesures d'urgence font partie des propositions choc du programme politique élaboré par OBUTS dans le cadre de la campagne de l'élection présidentielle de mars 2010 au Togo.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Tous les secteurs de la société togolaise sont aujourd'hui en crise profonde et durable, puisqu'il n'existe de la part du pouvoir sortant aucune volonté de mettre à disposition du pays tout entier, la richesse nationale issue de ses ressources naturelles et de l'activité économique, pour améliorer les structures et satisfaire les besoins vitaux de la population.

Qu'il s'agisse de la santé publique, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, des infrastructures routières, des télécommunications, secteurs d'activité essentiels pour assurer le développement d'un pays, l'état de délabrement des infrastructures est tel que nous sommes confrontés aujourd'hui au défi d'une véritable reconstruction.

Ceci implique le retour urgent de la richesse nationale produite par notre pays, dans les livres de compte de la Comptabilité publique, pour être affectée au budget de l'Etat. Il y a donc bien une exigence de vérité et de transparence des comptes publics, accompagnée d'une restitution régulière aux populations togolaises sur la gestion et les arbitrages mis en œuvre.

L'objectif de triplement du budget de l'Etat ; qui est loin d'être une vue de l'esprit au regard des ressources, détournées hier et aujourd'hui de leur véritable destination, celle de servir le peuple togolais ; doit devenir un objectif prioritaire, au même titre que le réinvestissement au niveau national. Mais cet objectif restera une gageure tant qu'il sera permis au pouvoir sortant de continuer à perpétuer son œuvre de prédation sans aucun contrôle.

Nous ne pouvons davantage escompter que le développement du Togo, repose uniquement sur l'aide internationale. A la différence des rapports de dépendance qui caractérisent actuellement les liens entretenus avec la Communauté internationale, notre conception de la coopération internationale, doit aussi être repensée pour tendre vers de véritables rapports de coopération débarrassés des arrière-pensées partisans et des attitudes claniques. Là encore, le Togo a besoin de serviteurs loyaux pour structurer la défense de ses intérêts.

Pour la réalisation de cet objectif, nous devons aussi mener le combat dans les enceintes internationales pour faire entendre une voix singulière, qui propose une conception de la coopération placée sous le signe du respect mutuel et des intérêts réciproques !

5. UNE ARMEE REPUBLICAINE AU SERVICE DE TOUS

Cinquante ans après avoir obtenu la libération de nos territoires, le continent africain ne constitue pas globalement le meilleur exemple de stabilité politique, et le lent cheminement sur les sentiers escarpés de la construction démocratique y est encore très laborieux. Dans ce

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



MOUVEMENT CITOYEN

contexte, les armées exercent parfois encore une influence déterminante sur la consolidation des processus démocratiques, selon un mouvement de balancier déterminé par les considérations locales, comme on vient de le constater récemment au Niger, avec ce qui est convenu d'appeler le "coup d'Etat démocratique".

Affectée par une absence de statut véritablement opérationnel depuis cinq décennies, leur permettant de s'en tenir à leur rôle de garant de l'intégrité du territoire, l'armée togolaise a récemment été soumise en 2009, aux aléas des soubresauts provoqués par les luttes intestines au sein du clan familial du Président sortant.

En analysant lucidement et sans a priori son évolution depuis sa création, on peut estimer que durant de longues années elle a fait preuve d'attitude partisane.

Le souvenir de la mascarade de l'adoubement à la sauvette de Faure Gnassingbé en 2005 reste encore vivace dans les mémoires togolaises !

Pour notre part, nous considérons qu'aucune situation n'est irréversible ! Le Monde bouge, le Monde change, le Togo peut changer aussi.

Pour ce qui nous concerne, nous appelons les membres des forces armées, qui sont aussi nos sœurs et frères, à participer à leur manière à l'action citoyenne, engagée par un nombre de plus en plus important de filles et fils du Togo tout entier.

Ne perdons jamais de vue qu'un soldat, s'il est d'abord un responsable de la sécurité pour le pays et ses habitants, est avant tout un citoyen à part entière, ayant pu exercer son droit de vote lors de la dernière élection présidentielle.

En tant que citoyens à part entière du Togo, les hommes en charge de la sécurité peuvent donc participer à cette action démocratique, tout simplement en respectant et en faisant respecter les libertés fondamentales : les droits, de manifestation, de pétition et d'expression politique, inscrits dans la Constitution, dont ils sont eux-mêmes les garants et qu'ils ont la charge de défendre.

Dès lors que ces droits s'exercent pacifiquement, dans le calme et la tranquillité comme c'est le cas depuis le 4 mars 2010, où l'on ne déplore aucune violence imputable à l'action citoyenne des militants, qui réclament la vérité des urnes, l'armée, la police et la gendarmerie en attendant des réformes en profondeur sur leur statut respectif, ont le devoir et la charge de défendre et de faire respecter tous ces droits.

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



MOUVEMENT CITOYEN

6. DEFENDRE LES INTERETS DES TOGOLAISES ET TOGOLAIS

Aux côtés du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS), les représentants du Conseil Mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT), et plus récemment le Mouvement de Libération Togolaise (MOLITO), de nombreux mouvements citoyens et de simples filles et fils du Togo tout entier ont compris que le combat du Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) est un combat patriotique au service de tout le Peuple togolais.

Cette résistance-marathon est inlassablement menée avec conviction pour faire comprendre aux populations togolaises aussi bien africaines, qu'à la communauté internationale que le problème togolais aujourd'hui tient à une bipolarisation du combat politique. Il oppose ceux qui soutiennent la vérité des urnes et ceux qui soutiennent, sans le dire, la contre-vérité des urnes.

Notre pays le Togo compte plusieurs dizaines d'ethnies. Nul doute que notre unité repose sur des repères communs ! La vérité des urnes et la vérité des comptes publics sont autant de repères qui permettent de protéger les intérêts du Peuple togolais et non les intérêts partisans de quelques-uns. De surcroît, cette éthique permet d'offrir des perspectives radieuses à toutes les filles et à tous les fils du Togo tout entier. Elle seule permet de tisser un lien fécond entre les générations présentes et celles à venir sur la Terre de nos Aïeux. Ce n'est que seulement de cette manière que nous pouvons ensemble construire une histoire commune capable de nous guérir de nos meurtrissures variées.

Le Collectif pour la Vérité des Urnes, dans son combat résolu pour le triomphe de la Vérité, appelle solennellement toutes nos sœurs et tous nos frères en charge de la sécurité des personnes et des biens à respecter et à garantir les droits fondamentaux de toutes les filles et de tous les fils du Togo tout entier.

Une telle attitude semble être la meilleure façon de célébrer les retrouvailles des enfants du Togo, et de contribuer à l'émergence d'une véritable démocratie et d'une vie politique intérieure apaisée. Il s'agit là du plus bel hommage qui puisse être rendu à l'acte d'indépendance chèrement acquis par nos aïeux le 27 avril 1960 !

Cette attitude scellerait véritablement le retour de la confiance entre toutes les filles et tous les fils de la « Terre de nos Aïeux » !

Il est enfin venu le temps de vivre les Grands Enseignements que n'a de cesse de nous seriner notre monument de l'indépendance, savoir concilier nos pôles féminin et masculin pour faire jaillir la Lumière sur le Togo !

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever

BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41

Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



MOUVEMENT CITOYEN

Au-delà du deuil qui afflige aujourd'hui toutes les filles et tous les fils du Togo tout entier, le 50^{ème} anniversaire de notre indépendance est une belle opportunité de résilience si tant nous faisons tous ensemble le choix de la Vérité et de l'Amour.

C'est à cela que convie de tout cœur chacun de nous, le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU).

Que Dieu nous illumine davantage et bénisse le Togo et tous ses enfants !

Vive la République !

Fait à Lomé, le 27 avril 2010.

Pour le Collectif pour la Vérité des Urnes



Agbéyomé KODJO

Coordinateur provisoire du CVU

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO
Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever
BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél : + 228 226 93 41
Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org
Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org